

Groupe InterUniversitaire Recherche et Pauvreté  
**GIReP**

# La connaissance des pauvres

sous la direction de **Pierre Fontaine**  
Jacqueline Delville, Xavier Dijon,  
Michel Mercier, René Tonglet  
et Bruno Van der Linden

ACADEMIA  
**A B**  
BRUYLANT

*Les Editions Travailler le Social*

CHARLIER, Dominique Rencontre étonnante	415
FONTAINE, Pierre et DU FONTARÉ, Françoise Observation naturaliste, aidée par vidéo, de familles sous-prolétaires	431
GRANIER, Agnès et le Groupe "Alliés-Santé" Partenaires avec les plus pauvres. Evaluation du passeport Rhône-Soins auprès des personnes vivant dans la grande pauvreté	449
DESPIEGELAERE, Myriam; HENDRICK, Pierre; DILLE, Anne-Françoise; GILLIAN, Alain et TONGLET René Le point de vue de familles très pauvres en matière de politique de santé de la petite enfance	465
NICAISE, Idès Le principe du consentement dans l'aide spécialisée à la jeunesse. Expériences des familles pauvres en matière de placement d'enfants en Flandre	477
LARRAECHEA, Ignacio et NYSSSENS, Marthe L'économie populaire: un défi épistémologique pour les économistes	489
CARTON, Bruno et NEIRINCKX, Pierre-Martin Quand un gouvernement commande un rapport général sur la pauvreté aux pauvres	503
MORMONT, Claude Le rapport général sur la pauvreté: permettre la contribution des pauvres	519

## L'économie populaire: un défi épistémologique pour les économistes

*Ignacio Larraechea\* & Marthe Nyssens\*\**

**N**otre exposé a pour but de rendre compte de l'évolution de l'analyse économique (et plus particulièrement de l'économie du développement) à propos des pratiques économiques des personnes pauvres en milieu urbain dans les pays du Sud et plus particulièrement dans le cadre chilien. A partir de ce cas précis, nous montrerons en quoi les analyses ont évolué vers une prise en considération croissante du point de vue des "pobladores"<sup>1</sup> dans l'élaboration des politiques et de la production du savoir. Nous soulignerons les articulations entre les niveaux épistémologique (quel cadre conceptuel a-t-on utilisé pour rendre compte de ces pratiques?), méthodologique (comment les acteurs ont participé ou non à l'élaboration du savoir?) et politique (quelles politiques ont été mises en place?). Dans ce cadre, nous rendrons compte du travail d'un groupe de chercheurs qui étudient l'économie populaire, au Chili, reconnaissant le monde populaire comme un acteur économique autonome.

### **I. Introduction**

Il est reconnu, aujourd'hui, que la subsistance des secteurs les plus défavorisés dans les grandes villes du tiers monde est possible, en partie, grâce à d'innombrables activités économiques (petits commerces, ateliers de production, services,...) développées par ses habitants en marge des circuits économiques dits "formels". Des concepts tels que "économie informelle",

\* Chercheur, Département des sciences du travail, Université catholique de Louvain et Programa de Economía del Trabajo (Santiago du Chili).

\*\* Chargé de recherches au Fonds National de la Recherche Scientifique, Institut des Recherches Économiques et Sociales, Université catholique de Louvain, 3 place Montesquieu, B-1348 Louvain-la-Neuve. Cette recherche a bénéficié du support de la convention 93/98-1-62 d'Actions de Recherche Concertées octroyé à l'IRSES par le Ministère de la Recherche de la Communauté française de Belgique.

1. Habitant des populations, en Argentine, les villas miserias, au Brésil, les favelas, ...

"économie invisible", "économie souterraine", "stratégies de subsistance", etc. sont à la source d'une abondante et riche littérature. L'activation économique du monde des pauvres, au Chili "les pobladores", est donc possible grâce à la mobilisation des énergies créatrices, des potentialités et des connaissances de ses membres. Quelle place donnons-nous à ces facteurs, à ce savoir populaire, dans l'analyse de ces pratiques économiques et donc dans la production des savoirs ?

Nous allons retracer l'évolution des analyses de ces pratiques au sein de la science économique et en particulier de l'économie du développement. Nous rendrons compte de la démarche d'un groupe de chercheurs chiliens qui approche ces activités économiques en termes d'économie populaire. Cette démarche relève d'une perspective nouvelle, plus "respectueuse" à l'égard de ce savoir populaire.

## II. *Production du savoir, politiques et économie populaire*

Les analyses des pratiques économiques des pauvres en milieu urbain ont évolué vers une prise en considération croissante de leur point de vue dans l'élaboration des politiques et de la production du savoir. Nous soulignerons les articulations entre les niveaux épistémologique (quel cadre conceptuel a-t-on utilisé pour rendre compte de ces pratiques?), méthodologique (comment les acteurs ont participé ou non à l'élaboration du savoir?) et politique (quelles politiques ont été mises en place?).

### 1. *La perspective traditionnelle: la théorie de la marginalité.*

C'est dans le contexte latino-américain qu'est née la théorie de la marginalité qui a profondément influencé les recherches sur le monde des pobladores.

#### *Perspective de la théorie de la marginalité*

La notion de marginalité (Vekemans & Venegas, 1966) est apparue dans les années 1950, intimement liée à une conception du développement. Elle s'inscrit dans le cadre d'une perception (et donc d'hypothèses) des obstacles au processus modernisateur. Sont considérées comme marginales, bien que ne représentant pas une minorité de la société, les personnes qui n'ont pas encore intégré "la sphère moderne" de la société.

Par définition, le terme de marginalité implique une référence à une réalité tierce. La marginalité suppose un projet, un groupe dominant de référence. Une première caractéristique de la marginalité est donc son caractère subordonné (au moins perçu comme tel). Un projet de société (la modernisation) est directeur et toutes les personnes ou groupes qui ne sont pas intégrés dans cette mouvance sont considérés comme marginaux.

Mais en parlant de marginalité urbaine, il est sous-entendu également un phénomène de dépendance. En effet, si les marginaux le sont par rapport à la sphère "moderne" de la société, ils n'ont pas choisi de l'être de manière autonome. Les marginaux ne peuvent être considérés comme acteurs mais uniquement comme sujets dépendants. C'est pourquoi le terme de marginaux n'est pas neutre car il enferme des personnes et des groupes dans une marginalité et, par là, sous-entend un projet d'intégrer les marginaux dans "La Culture", entendue comme universelle.

#### *Théorie de la marginalité et analyse économique*

##### • Conséquences épistémologiques

Aujourd'hui de nombreux auteurs (Grissi, 1990, Salazar, 1991b) perçoivent un modèle de culture populaire implicite à ce concept de marginalité péjoratif. Les "marginaux" sont exclus de la culture hégémonique qui leur est imposée de l'extérieur. Ce groupe n'aurait aucune autonomie dans la détermination de ses conditions de vie. La culture populaire serait alors une forme archaïque de culture, marquée par les conditions structurelles de domination de certaines classes sociales. Le monde populaire n'aurait pas la potentialité d'être acteur car il est dépourvu de tout pouvoir. Une vision populiste de la culture populaire est donc sous-jacente.

Il existe donc un paradigme dominant et unificateur. Toute pratique se développant hors de son champ n'est pas reconnue et est considérée comme marginale.

##### • Conséquences méthodologiques

Le "poblador" est considéré comme celui qui vit dans une condition de précarité économique, victime de l'oppression du système. Il est réduit à sa condition de "pauvre" qui le caractérise complètement. Il n'a pas d'identité en dehors de cette référence, ni d'autonomie. Si on lui reconnaît une capacité d'action, c'est dans sa potentialité de revendication. Pauvre, il est le signe des limites, voire de l'échec du système et donc outil de pression pour revendiquer un changement politique.

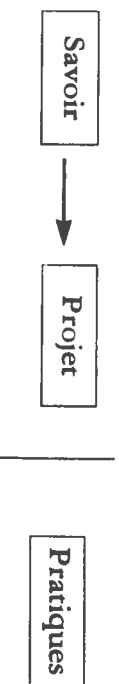
##### • Conséquences politiques

Le monde populaire est un sujet passif sur le plan économique. Il est l'objet de politiques de lutte contre la pauvreté, d'intégration de marginaux au "système moderne", conçu suivant "la vision du développement universel". On ignore les potentialités des pauvres dont l'identité est réduite à leur précarité économique, voire détruite. Ils ne peuvent être considérés comme acteurs sur le plan économique. Le concept même de développement se

confond souvent avec celui d'industrialisation. Ainsi, le "développement" consiste à propager un mode de production bien déterminé, synonyme de modernité, et plus généralement, à transposer une forme d'organisation des pays "développés" vers les pays "sous-développés": les programmes d'éducation, de santé, des transports, d'urbanisation, etc., correspondent ainsi à des conceptions venant d'ailleurs. Il faut devenir semblable aux pays "développés" et le monde populaire est aspiré par ce projet modernisateur.

Du savoir, issu du paradigme dominant, celui de la modernisation, découle un projet qui vise à intégrer le monde populaire dont on ignore les pratiques puisqu'il est réduit à un statut de précarité économique (figure 1).

Figure 1



## 2. Les théories du secteur informel

### *Le concept d'économie informelle*

Plusieurs études mirent en évidence, dès le début des années 1970, l'existence d'un ensemble d'activités économiques urbaines, informelles ou non structurées, qui permettraient la subsistance de grandes masses de "pobladores": petits commerces dans les rues, ateliers de production et services,... formant le "secteur informel". Dès que le concept, influencé par la théorie de la marginalité, fut formulé, le secteur informel fut lié à la pauvreté. Les individus qui y appartiennent sont des exclus, ou plutôt des non-admis par la modernité.

Le secteur informel est considéré comme un secteur "a-typique", "in-formel", "non-moderne", "ir-rationnel", soit le résultat d'une stratégie transitoire avant que les "pobladores" intègrent le vrai secteur "moderne", soit devant se "formaliser", se "normaliser" afin de répondre aux canons de l'entreprise moderne.

### *Secteur informel et analyse économique*

#### • Conséquences épistémologiques

L'apport principal de cette théorie fut d'accorder une place aux pratiques économiques du monde des pauvres urbains, aux côtés du monde rural et de celui de l'industrie. Ce secteur ne pouvait plus être nié sur le plan économique puisqu'il occupait un pourcentage élevé de la population.

Cependant, la culture populaire, qui s'exprime entre autres au sein du secteur informel, est considérée comme une "culture déviante" (à moderniser), une culture de la "pauvreté" qui s'exprime dans des pratiques "irrationnelles" par rapport à la "vraie culture". C'est une vision oligarchique des cultures populaires. Si on accorde déjà un statut aux activités économiques des "pobladores" (alors que jusqu'alors elles étaient ignorées), on les analyse en subordination à l'"Economie", issue de la modernité (la "Culture"), subordination qui se manifeste dans la grille conceptuelle utilisée.

Le secteur informel n'est pas reconnu dans sa spécificité. Les études abordent ces activités économiques en les comparant avec les critères de l'entreprise "moderne", non pas dans une perspective de différencier radicalement le mode d'organisation de ces activités mais plutôt en les considérant, implicitement, comme des activités économiques en retard, archaïques, pré-modernes,...

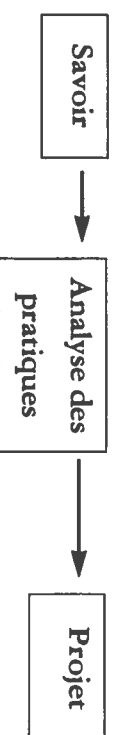
#### • Conséquences méthodologiques

Le "poblador" est ici reconnu comme un acteur économique (et non plus entièrement défini par sa précarité économique) mais il développe une "économie de la pauvreté". Les recherches sont axées sur l'évaluation de la performance économique du secteur informel en fonction des paramètres issus de l'analyse économique de l'entreprise capitaliste (considérée comme universelle). Le chercheur vient avec ses lunettes décrypter les mécanismes du secteur informel. L'absence de statistiques l'oblige à aller sur le terrain mais sans questionner son cadre d'analyse.

#### • Conséquences politiques

Au niveau des politiques de lutte contre la pauvreté, les uns dénoncent cette "économie de la pauvreté" comme une pauvreté structurelle, signe de l'échec du système qu'il faut, à terme, éliminer, les autres voient dans le secteur informel la manifestation d'un "capitalisme aux pieds nus", de l'esprit d'entreprise universel, qu'il faut promouvoir afin qu'il puisse graver les échelons vers "un capitalisme veston-cravate". Du savoir découle une analyse des pratiques, qui dénonce une "économie de la pauvreté" qu'il faut éliminer ou moderniser (figure 2).

Figure 2



### 3. La perspective du sujet populaire comme acteur autonome sur le plan économique: l'économie populaire.

#### *Le concept d'économie populaire*

L'approche des activités économiques des "pobladores" en termes d'"économie populaire" (en opposition au secteur informel, à l'économie de la pauvreté) n'est pas innocente: elle veut ainsi souligner le caractère spécifique du mode d'organisation de ce secteur par opposition aux analyses antérieures qui se réfèrent au cadre d'analyse standard de l'économie et les interprètent donc comme "hors norme", comme un ensemble de pratiques qu'il faut "normaliser, formaliser".

L'expression d'"économie populaire" veut souligner la spécificité des acteurs, des entrepreneurs de ces activités enclavées dans un contexte historique, culturel précis. Comme pierre de touche de l'analyse, nous voulons mettre en évidence un sujet, le monde populaire, qui s'active en termes économiques. Le "poblador" est en relation avec un espace urbain particulier auquel il appartient et au sein duquel se développe un ensemble de relations et de comportements en référence à cet espace (Ortega & Tironi, 1988).

Il se crée une "culture populaire", culture entendue comme "l'ensemble des réponses données par une communauté humaine pour s'adapter à son environnement naturel et social" (Verhelst, 1989). Cette culture populaire est une culture du "combat pour la vie" (Salazar, 1991b). En effet, le monde populaire a toujours dû mettre en œuvre des stratégies pour pouvoir pourvoir à ses nécessités. Il doit exploiter ses ressources quotidiennement. La culture populaire est une culture qui se dit et se crée dans la vie quotidienne. C'est avant tout une culture de la "praxis", concrète, où les personnes sont actrices de leurs vies, même si elles doivent agir dans un environnement qui leur est imposé et qui les contraint. Le monde populaire développe une perception particulière pratiquement de chacune des dimensions de la vie: famille, travail, politique, religion, éducation (Aman, 1991). Il ne peut être appréhendé uniquement suivant des niveaux de revenus, des standards de vie.

#### *Economie populaire et analyse économique*

##### • Conséquences épistémologiques

Le terme d'"économie populaire" permet de partir des sujets qui organisent ces activités (Razeto, 1986) et leur reconnaît une autonomie. L'économie populaire, mode d'organisation particulier ancré dans un tissu social, pose alors un défi épistémologique aux économistes. Si on reconnaît que le monde populaire déploie des pratiques économiques spécifiques, l'"infor-

mel" obéissant à une autre "rationalité" (Latouche, 1989) indissociable de son cadre, ces pratiques interpellent le savoir, les concepts de l'économiste. Comment analyser cette rationalité "située"? L'économie populaire incite à analyser des dimensions, des facteurs que l'analyse économique a tendance à ne pas considérer comme des comportements économiques.

Ainsi, les moyens mis en œuvre ne reposent pas seulement sur les ressources échangées dans la sphère marchande; le réseau de relation est valorisé comme une ressource économique à part entière; l'épargne prend des formes particulières: on assure le futur non seulement en accumulant un patrimoine financier mais aussi en intensifiant les réseaux de relations. L'échange marchand n'est pas la seule relation économique mais il se développe d'autres types de relation, par exemple des relations de réciprocité (définie comme un cycle qui s'étend dans le temps: donner, recevoir et rendre) au sein de "réseaux" de personnes qui partagent une même socialité.

Ces dernières années d'ailleurs, l'économie du développement (et en particulier les travaux de la nouvelle économie institutionnelle) s'est préoccupée de ces dimensions. Mais, à notre avis, il faut encore aller plus loin. Il ne suffit pas d'analyser ces comportements de prime abord non-économiques avec les présupposés standards de l'économiste. Ils invitent à confronter le cadre conceptuel standard de l'économiste qui tend à inter-préter (et à réduire) ces comportements suivant sa logique.

Par exemple l'objectif de l'entreprise néo-classique est de maximiser son profit (ou pour une entreprise autogérée de maximiser le revenu). Les pratiques sont alors interprétées, par le cadre néo-classique, comme des moyens pour atteindre cet objectif. Ainsi les comportements altruistes, s'il y en a, seraient optimaux en vue de l'objectif. Est-ce que l'entreprise populaire ne poursuivrait pas aussi par son activité d'autres fins à côté de la génération de revenu, par exemple l'intensification des liens sociaux? L'objectif d'une entreprise économique ne pourrait-il pas être multidimensionnel? La place centrale des liens sociaux ne serait-elle qu'instrumentale?

Si la nécessité d'élargir les concepts, de reconnaître une pluralité et d'interroger le cadre d'analyse, s'impose pour celui qui est confronté, sur le terrain, à l'économie populaire, le défi devient méthodologique.

##### • Conséquences méthodologiques

Nous allons ici rendre compte de l'expérience d'une pratique qui s'est développée autour de l'économie populaire au Chili ces dix dernières années. Elle consiste en une démarche plus intuitive que méthodologique quant à la participation du monde populaire à l'élaboration du savoir.

a) *La dynamique du projet*

L'économie populaire est un espace où s'exprime, par une pratique, une "demande de survie" (une pratique économique) et une "demande d'intégration porteuse d'une identité" (une pratique source "d'une culture"). C'est dans ce double caractère, dans ce déploiement d'une "culture de la vie" que la démarche méthodologique doit s'inscrire. Une telle pratique émane de groupes et de personnes considérées comme exclues et dont la manière privilégiée de s'exprimer se réalise par l'action, par le concret du quotidien. C'est pourquoi nous pensons que la participation des plus pauvres à la construction du savoir doit être "médiatisée" par le concret, par l'action.

Le premier pas consiste, nous semble-t-il, à sortir de l'ombre les pratiques économiques du monde populaire. Jusqu'il y a peu cette économie était souterraine, invisible pour une partie de la population, pour tous ceux qui ne veulent pas la voir ou qui l'observent de très loin... L'économie populaire joue un rôle dans le fonctionnement économique du pays (près de 20% de la force de travail à Santiago travaille au sein de l'économie populaire). Dans cette perspective les ONG chiliennes ont joué un rôle important dans une recherche de visibilité de cette économie. Aujourd'hui, le monde politique, à un niveau local mais aussi national, commence à parler de l'importance des "micro-entreprises" développées par les "pobladores". Chaque année, se déroule une foire commerciale de l'économie populaire dans un hall au coeur de Santiago où plus de 1000 ateliers exposent leurs produits. Ce genre de manifestation permet d'affirmer une identité spécifique.

Le second pas est d'élargir la marge de manoeuvre de cette économie. Il est clair que ces pratiques sont précaires sous certaines de leurs facettes parce que leurs acteurs n'ont pas tous les moyens (formation, technologie, accès au système bancaire) dont disposent les entrepreneurs "modernes". Donner les moyens, ouvrir de nouveaux espaces est un pas important en vue de l'expression du savoir des "pobladores". En effet, c'est en laissant un degré d'action plus ample, que pourront s'exprimer, plus pleinement, ces rationalités dans le respect de leur spécificités.

Mais, un danger guette la mise en oeuvre de politiques visant à promouvoir l'économie populaire, celui de promouvoir des politiques empruntées de concepts de la vision dominante de l'économie. Comment aborder ces pratiques sachant que la position et le cadre de pensée du chercheur (par hypothèse issu d'un autre milieu) et son cadre de référence marquent profondément l'analyse et donc les politiques? Ce piège est d'autant plus dangereux qu'il touche à la revendication de personnes considérées comme exclues qui ne s'expriment pas aux tribunes politiques classiques.

C'est pourquoi le projet, c'est-à-dire la mise en place d'outils visant à améliorer l'efficacité du secteur de l'économie populaire, d'espaces élargissant la marge de manoeuvre, doit être un lieu de participation des acteurs concernés. C'est un lieu d'une rencontre de deux cultures, celle du monde populaire et celle des personnes impliquées dans la construction du projet. Cette élaboration collective du projet, au coeur duquel il est reconnu que le monde populaire est porteur d'aspirations, de savoir-faire et pas seulement le réceptacle de politiques, est pour le chercheur un lieu privilégié d'expression du savoir.

Quelles relations s'établissent entre ces différents acteurs? Quelle est la position du chercheur au sein de ce groupe? Il existe d'abord un danger pour le chercheur qui analyse la réalité avec ses lunettes, qui, malgré une implication sur le terrain, continue à pratiquer "une recherche sur les pauvres", une observation participante. Cette distance est, en général, la conséquence d'un manque d'identification. L. Razejo (1986), écrit que pour participer à l'élaboration d'un tel savoir, le chercheur doit *développer une connaissance intégrée, qui suppose un comportement unifié du chercheur vis-à-vis de l'acteur, c'est-à-dire, la connaissance par l'intelligence doit s'accompagner de l'intelligence du coeur. La proximité et l'engagement avec la réalité permettent de pénétrer l'intimité du sujet et de participer au développement des potentialités. De cette façon, le sujet d'étude ne se convertit pas en objet de connaissance mais est reconnu comme sujet.*

Un autre piège est celui de projeter sur le monde populaire les utopies du chercheur. Les pratiques du monde populaire deviennent objet de militance et sont interprétées en fonction de cette cause<sup>2</sup>. C'est un danger que relèvent certains auteurs à propos de la "recherche-action" (Desroche, 1982). Il est donc nécessaire de réhabiliter les aspirations de l'acteur face aux utopies du chercheur.

Fondamentalement, la construction du savoir s'inscrit dans le projet de rendre les "pobladores" sujets, constructeurs de la société, qui lient les différents acteurs du projet. Les questions abordées par les chercheurs ont généralement surgi au sein de la pratique, comme demande de connaissance de ceux qui participent au projet. Il se développe un dialogue permanent entre les pratiques et les concepts théoriques et ce par la médiation du projet.

b) *L'enrichissement des phénomènes économiques et l'histoire du monde populaire*

Une hypothèse centrale dans cette démarche est celle de l'encastrement de tout phénomène économique dans une réalité sociale, culturelle et his-

2. C'est ce qui se passe, implicitement, au sein de la théorie de la marginalité.

fortique précise. Les actes économiques ne résultent pas seulement de la poursuite par des agents atomisés de leurs seuls intérêts individuels, ni des seules nécessités du système (suivant une approche fonctionnaliste), mais sont dépendants des rapports personnels et de la structure des relations (Granovetter, 1985). Les phénomènes économiques sont étroitement imbriqués dans le tissu social (Polanyi, 1983). En particulier, pour comprendre le mode de fonctionnement de l'économie populaire urbaine chilienne, il nous est indispensable d'analyser le contexte social et historique, de comprendre l'influence des réseaux de relations et donc de replacer cette économie populaire dans le monde des pobladores. Dans cette mesure, les travaux sur l'histoire du monde populaire (Salazar, 1989, 1991a; Espinoza, 1988), très peu nombreux car dénigrés jusqu'il y a peu, sont un outil très précieux pour l'élaboration du savoir.

L'hypothèse d'encastrement introduit une dimension collective dans le comportement des agents dont le fondement purement utilitaire nous paraît alors indémontrable. Le fait que tout phénomène économique soit encastéré, "situé", introduit un cadre commun que le cadre néo-classique traditionnel de l'économiste ne peut, à lui seul, expliquer. Cette démarche nous amène à élargir donc la notion stricte d' homo-oeconomicus pour adopter d'emblée celle d'un sujet encastéré dans un réseau de relations, dans un contexte historique, social, éthique, culturel, qui influence profondément ses choix.

Dans cette perspective toute trace de l'histoire populaire est un outil précieux: monographies, témoignages du mode de vie et des moyens de résistance du monde populaire en vue d'une reconstruction du vécu populaire.

• Conséquences politiques

Grâce aux analyses de chercheurs dans diverses disciplines (sociologues, urbanistes, économistes,...), grâce à l'engagement de personnes aux côtés de ce monde de l'économie populaire, sa perception s'est affinée. On commence à accepter, finalement, que le monde des pauvres n'est pas un "objet" à "moderniser"; bien au contraire nous avançons vers une plus grande humilité: d'abord, l'humilité de reconnaître notre ignorance et nos difficultés pour comprendre un monde populaire aux multiples facettes, structuré suivant sa propre logique; deuxièmement, l'humilité de reconnaître que dans le monde populaire, au-delà de la précarité, de la douleur, des violences qui entourent ces situations d'exclusion, on retrouve des valeurs profondément humanistes. Il faut donc nous laisser interpeller dans nos conceptions techniques, politiques, ... et éthiques (Tarrachea & Nysens, 1993).

Or, le modèle de développement mis en oeuvre au Chili a opté non seulement pour un type particulier de croissance à atteindre (lié à l'idée de modernisation), mais il a aussi privilégié le rôle de certains acteurs du développement, notamment les entrepreneurs des grandes firmes capitalistes et l'Etat. Ils apparaissent comme les "moteurs" d'une croissance qui pourra "couler", peu à peu, vers les autres secteurs de la société. Le débat politique semblerait coïncé entre deux positions: accorder un rôle plus important à l'Etat ou au secteur privé comme moteur du développement.

Ces deux positions ont un point commun central: le monde populaire (qui représente plus de 50% de la population) apparaît toujours comme le bénéficiaire potentiel du développement mais jamais comme un protagoniste du développement. Lutter contre la pauvreté paraît toujours lié à la seule idée de donner aux pauvres ce dont il manquent: pauvre = celui qui n'a rien.

L'économie populaire, pratiques économiques porteuses d'une identité, est un agent d'intégration des secteurs populaires. Elle permet de réduire l'espace d'exclusion non seulement en incorporant des facteurs laissés inactifs par les autres sphères mais aussi en déployant les potentialités des sujets qui s'y incorporent. Ces sujets deviennent acteurs dans la société, valorisant leurs capacités, sortant de l'ombre et créant des espaces de développement économique, social, culturel.

Ces réflexions nous incitent à souligner la nécessité de donner un nouvel élan à l'incorporation des secteurs aujourd'hui encore considérés comme marginaux, comme agents actifs de développement, à allouer à l'économie populaire une place fondamentale en tant que sujet du développement. En d'autres termes, nous postulons la nécessité de mettre en oeuvre un projet conduisant au développement du sujet populaire. Mais le danger de mettre en place des politiques issues du point de vue d'en haut guette à tout moment les "agents de développement".

Le modèle sous-jacent à cette démarche est donc celui d'une interaction entre le savoir, les projets et les pratiques. Le projet, visant à améliorer les conditions de vie du monde populaire, est un lieu médiateur entre la construction du savoir et l'expression de rationalités spécifiques au sein des pratiques (figure 3).

Figure 3



### III. Conclusions

A travers les différentes positions, nous avons vu en quoi le monde populaire a progressivement participé à l'élaboration du savoir et par là à la mise en place de politiques de développement respectueuses des spécificités des pratiques économiques populaires. Si, au départ, ces dernières étaient complètement ignorées (théorie de la marginalité) et les "pobladores" étaient réduits à un statut de "pauvre", le concept de secteur informel a permis de reconnaître l'existence d'un entrepreneurat populaire mais sans le reconnaître dans sa spécificité. Avec le concept d'économie populaire, on attribue aux pratiques économiques du monde populaire une autonomie: les "pobladores" deviennent vraiment sujets de politiques et de savoir.

L'expérience de l'économie populaire a permis d'affirmer que le monde populaire était détenteur d'un savoir propre et était donc source d'un défi épistémologique. Les pratiques questionnent les concepts de l'économie et font apparaître que ceux-ci sont aussi issus de pratiques ancrées dans une certaine organisation de la société; ils ne sont pas universels. Les conséquences de ce défi épistémologique sont directes pour l'élaboration des politiques de développement. Une mauvaise appréhension de l'économie populaire, une lecture située du point de vue épistémologique des "gens d'en haut", conduisent à une élaboration de politiques au sein desquelles les pobladores sont "des objets à moderniser".

Si il nous semble que les défis épistémologiques et politiques sont bien posés, le savoir-faire méthodologique est encore bien intuitif, tâtonnant. Comment le monde populaire peut-il participer à l'élaboration du savoir? Dans le cas de l'économie populaire, le projet s'est avéré un lieu de médiation entre les pratiques et la construction du savoir. Mais la démarche est à un niveau exploratoire. Les questions restent nombreuses.

A notre avis, le défi est aussi éthique, défi pour une société qui laissera ou non l'espace à ce secteur pour se déployer et faire un apport spécifique à sa construction et qui osera se laisser interpeller, dans son identité, par des "laissés pour compte".

### Bibliographie

AMAN, K., 1991, "Towards a Theory of Popular Culture-Some Chilean Excursions", in Aman K. et Parker C. (édité par), *Popular Culture in Chile*,

*Resistance and Survival*, Westview Special Studies on Latin America and the Caribbean, p 201-221.

DESROCHE, H., 1982, "Les auteurs et les acteurs, la recherche coopérative comme recherche-action", *Archives de Sciences Sociales et de la coopération*, Janvier-Mars, p 39-72.

ESPINOZA, V., 1988, *Para una historia de los pobres de la ciudad* Santiago, Chili, Sur. Gissi, J., 1990, *Psicoantropología de la Pobreza*, Oscar Lewis y la Realidad Chilena. Psicoamerica ediciones, Santiago, Chili.

GRANOVETTER, M., 1985, "Economic Action and Social-Structure", *American Journal of Sociology*, Vol 91, (3), p 481-510.

LARRACHEIA I. & NYSSENS M, 1993, *L'économie populaire, un défi pour l'éthique*. Document de travail de la chaire Hoover d'éthique économique et sociale, n°5, Université Catholique de Louvain à Louvain-la-neuve.

LATOCHE S., 1989, "Les paradoxes de la "normalisation" de l'économie informelle", *Revue Tiers-Monde*, t. XXX, n°117.

ORTEGA, E. & TRONFI E., 1988, *Pobreza en Chile*. Santiago-Chili, CED.

POLANYI, K., 1983, *La grande transformation*. Paris, Gallimard.

RAZETO, I., 1986, *Economía popular de la solidaridad, identidad y proyecto en una visión integradora*. Santiago-Chili, Area pastoral social de la conferencia episcopal de Chile.

RAZETO, I. ET CALCAGNI, R., 1989, *Para un proyecto de desarrollo de un sector de economía popular de solidaridad y trabajo*. Santiago-Chili, PET & TPH.

SALAZAR, G., 1989, *Labradores, peones y proletarios. Formación y crisis de la sociedad popular chilena del Siglo XI*. Santiago-Chili, SUR.

SALAZAR, G., 1991a, "Empresariado popular e industrialización: la guerrilla de los mercaderes" (Chile, 1830-1885), *Proposiciones*, SUR, n° 20, p 180-231.

SALAZAR, G., 1991b, "The History of Popular Culture in Chile: Different Paths", dans Aman K. et Parker C. (édité par), *Popular Culture in Chile, Resistance and Survival*, Westview Special Studies on Latin America and the Caribbean, p 13-39.

VEKEMANS, R. & VENEGAS, R., 1966, "Marginalidad y Promoción Popular", *Mensaje*, n°159, Santiago, Chili.

VERHEIJST, T., 1989, *Des racines pour vivre, Sud-Nord: identités culturelles et développement*. Paris-Gembloux, Duculot.